

68089



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.:
LIMITÉE
ST/ECA/PAMM/HRP/2/81
Juin 1981
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Première réunion de la Conférence des ministres
responsables de la planification, de la mise
en valeur et de l'utilisation des ressources
humaines
Monrovia (Libéria), 5-8 octobre 1981

STATUT, DISPOSITIF ET MANDAT DE LA CONFERENCE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES
EN AFRIQUE

AVANT-PROJET ELABORE PAR LE SECRETARIAT

Introduction

Les ressources humaines sont le plus précieux de tous les facteurs du développement, et le bien-être des peuples l'objectif fondamental des efforts nationaux de développement. La mise en valeur et l'utilisation projetées de ces ressources, qui sont un facteur de production rare, font intervenir plusieurs disciplines de l'esprit, compétences et domaines de spécialisation ainsi d'ailleurs que la participation de nombreuses institutions. En tant qu'incarnation des connaissances, des compétences et des capacités de gestion ou de direction, les ressources humaines prennent part aux activités opérationnelles qu'entreprend chaque secteur du développement national pour la production de biens et services. C'est pourquoi ont lieu en permanence dans ces secteurs des activités d'enseignement et de formation spécialisées, de planification et d'utilisation de la main-d'oeuvre ainsi que d'amélioration de la qualité du travail. Même lorsqu'on peut qualifier d'unité les ressources humaines qui se présentent sous la forme de travail ou de main-d'oeuvre, l'intérêt porté à leur emploi et à leur mise en oeuvre revêt un grand nombre de facettes très diverses.

Dans les pays en développement, le système tout entier des Nations Unies contribue aux efforts de développement et sa contribution porte en grande partie sur la mise en valeur des ressources humaines par le jeu de l'enseignement et de la formation mais aussi sur des activités dont l'objet est de promouvoir une amélioration de la qualité de la vie ainsi que l'utilisation à des fins productives des ressources humaines disponibles. Les différents organes du système des Nations Unies cherchent non seulement à mettre en valeur les ressources humaines et à sculager l'homme de sa misère mais encore s'efforcent de contribuer à la mise en valeur d'autres ressources naturelles, au développement des infrastructures et au maintien de la paix. Nombreux sont en effet les spécialistes dans ce vaste domaine d'activités.

C'est consciente des formes très variées d'assistance que fournit le système des Nations Unies et des possibilités de double emploi et de négligence, surtout dans le cadre des activités opérationnelles aux échelons régional et sous-régional et, partant, de la nécessité qu'il y a de coordonner les activités et de jouer un rôle moteur dans leur orientation que l'Assemblée générale a préconisé la réalisation d'efforts de coordination et de concertation. C'est dans cet esprit qu'au titre de l'examen des questions de décentralisation, des activités opérationnelles et de la coordination régionale elle a adopté la résolution 32/197 du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Cette résolution charge les commissions régionales, compte tenu des nécessités et des conditions particulières de leurs régions respectives, de faire notamment ce qui suit :

- a) Jouer un rôle moteur tout en assumant la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional ;
- b) Tenir des réunions périodiques, selon les besoins, afin d'améliorer la coordination des activités économiques et sociales menées par les organismes des Nations Unies dans leurs régions respectives ;
- c) Rationaliser leurs structures, notamment en regroupant ou en supprimant des organes subsidiaires.

Pour contribuer à la mise en oeuvre de cette résolution et consciente du fait que les activités du programme de coopération technique du système des Nations Unies en général et la mise en valeur des ressources humaines, en particulier celles qui intéressent

l'Afrique, pourraient avoir une plus grande incidence et aboutir à des résultats plus fructueux dans l'intérêt des pays bénéficiaires, la Commission a, dans sa résolution 389 (XV) adoptée le 12 avril 1980, jugé nécessaire de créer un mécanisme institutionnel en vue de l'examen et de la coordination des politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines en Afrique. Cette résolution stipule que le mécanisme doit se composer d'un comité technique préparatoire de fonctionnaires et d'une Conférence des ministres responsables de l'éducation, de la main-d'oeuvre et autres programmes connexes et que ces organes doivent se réunir tous les deux ans pour passer en revue les réalisations, les politiques et programmes dans le secteur des ressources humaines et définir les principes directeurs des actions à entreprendre à l'avenir. Elle stipule par ailleurs que la Conférence doit soumettre ses rapports aux Etats membres par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la Commission.

Statut du mécanisme institutionnel

Conformément à la résolution qui crée le Comité technique préparatoire et la Conférence des ministres responsables de la mise en valeur des ressources humaines, ce mécanisme institutionnel fait en tant qu'organe subsidiaire partie intégrante des structures de la Commission. Il représente un organe subsidiaire de la Commission spécialement chargé d'examiner, de coordonner et d'harmoniser les politiques et programmes du système des Nations Unies qui intéressent l'Afrique et de veiller à ce qu'ils soient alignés sur la stratégie et les priorités de développement que les Etats africains ont établies ensemble. En tant qu'organe subsidiaire de la Commission, il présentera ses opinions, ses recommandations et ses rapports à la Commission réunie en session. Son domaine de compétence couvre tous les aspects de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, et, aux termes de son mandat, il est libre d'exercer ses pleins pouvoirs. En tant qu'organe permanent de la Commission, tous les Etats africains indépendants qui sont membres de l'OUA et de la CEA peuvent en devenir membres.

Mécanisme institutionnel

Le mécanisme institutionnel chargé de la coordination et de l'harmonisation des politiques et programmes dans le domaine des ressources humaines au niveau régional se compose de deux instances :

- La Conférence des ministres responsables des ressources humaines ; et
- Le Comité technique préparatoire de fonctionnaires.

Comme son nom l'indique, le Comité technique préparatoire est formé d'experts techniques qui possèdent une expérience pratique dans plusieurs domaines de la mise en valeur des ressources humaines, en particulier l'enseignement et la formation, la planification de la main-d'oeuvre, la planification de l'emploi et les questions du travail, l'administration publique et les finances. Ses réunions précéderont celles de la Conférence des ministres et prépareront le terrain aux délibérations de celle-ci.

Le Bureau de la Conférence des ministres se composera des membres suivants :

- Le Président
- Le premier Vice-Président
- Le deuxième Vice-Président
- Le Rapporteur général

Mandat

Conformément au mandat que lui confie la résolution 389 (XV) de la Commission, la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en Afrique, aidée du Comité technique préparatoire, est spécifiquement chargée d'examiner, d'harmoniser, de rationaliser et de coordonner les politiques et programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines en Afrique, et de fournir des directives appropriées dans son domaine de compétence. Au plan opérationnel, ces tâches peuvent être décrites sous la forme des responsabilités fonctionnelles suivantes :

- i) Servir de tribune régionale à l'examen des questions, des problèmes, des politiques et programmes de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines en Afrique afin :
 - a) de s'assurer que ces politiques et programmes sont, dans leurs incidences réciproques, suffisamment compatibles avec les objectifs et la stratégie de développement de la région dans le cadre du Plan d'action de Lagos ;
 - b) d'identifier les secteurs critiques qui doivent faire l'objet d'une action et d'une coopération concertées pour la solution de ces problèmes, et l'élaboration des directives et des mesures à prendre à cette fin ; et
 - c) de veiller à ce que les politiques et programmes de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines qu'adoptent les Etats membres soient bien coordonnés, harmonisés et rendus conformes à l'esprit et aux objectifs de la coopération intra-africaine pour le développement.
- ii) Déterminer au niveau régional la stratégie et les priorités des programmes de ressources humaines en fonction des objectifs globaux du développement, des besoins de main-d'oeuvre dans les différents secteurs de l'économie, et la nécessité d'un emploi rationnel et d'une utilisation totale des ressources humaines dont dispose l'Afrique ; et, à cette fin, fournir les principes directeurs d'une action concrète et collective pour la réalisation de la stratégie déclarée et fixer les priorités ;
- iii) Encourager cette action et prendre des mesures qui stimuleraient une coordination et une harmonisation concrètes des politiques et programmes multinationaux et régionaux de mise en valeur des ressources humaines en Afrique qui font intervenir la coopération des organisations intergouvernementales africaines et des organisations non africaines ;
- iv) Poursuivre l'étude des programmes de travail, des plans et des priorités de la CEA dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, en identifiant leurs points faibles et leurs omissions et en fournissant des directives appropriées pour l'élaboration de programmes et plans de travail qui permettront de garantir leur efficacité, leur impact et leur utilité en fonction de l'état et des besoins des ressources humaines en Afrique ;
- v) Examiner les questions et problèmes globaux pertinents ainsi que les actions internationales connexes qui ont une incidence directe ou indirecte sur l'état des ressources humaines en Afrique afin de pouvoir établir une position commune à tous les pays d'Afrique et recommander l'adoption des mesures qui sauvegarderont les intérêts du continent ;

- vi) Etre saisi des rapports, des conclusions et des recommandations de son Comité technique préparatoire sur les questions et sujets dont l'examen lui aura été confié, et en débattre ;
- vii) Présenter des rapports sur ses délibérations, ses conclusions et ses recommandations aux Etats membres et à la Conférence des ministres de la CEA pour examen et adoption.

Réunions et affiliation

La Conférence des ministres se réunira tous les deux ans pour examiner la situation des ressources humaines en Afrique et envisager les mesures collectives et individuelles à prendre afin de l'améliorer.

Tous les Etats africains indépendants membres de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine peuvent devenir membres de la Conférence et de son Comité technique préparatoire.

La Conférence et son Comité technique préparatoire peuvent inviter à siéger le secrétariat de l'OUA, les autres organisations régionales et intergouvernementales africaines, les institutions spécialisées du système des Nations Unies ainsi que les organisations multilatérales et bilatérales qui réalisent des activités de coopération technique en Afrique et participent à des activités dont l'objet est de promouvoir la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique.

Règlement intérieur

Le règlement intérieur de la Conférence et de son Comité technique préparatoire sera le même que celui de la Commission.